



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

**Le Préfet de Seine-et-Marne
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**Arrêté préfectoral n° 2024/DRIEAT/UD77/165 du 20 novembre 2024
imposant des prescriptions complémentaires à la société BIG BENNES pour les installations
exploitées ZA de Mont Saint-Sébastien à Soignolles-en-Brie (77111)**

VU le Code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret du président de la République en date du 06 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Pierre ORY, Préfet de Seine-et-Marne ;

VU l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 modifié par l'arrêté du 22 octobre 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc. relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 13 DCSE IC 035 du 29 mars 2013 autorisant la société BIG BENNES à étendre les activités d'un centre de tri, de transit et de regroupement de déchets dangereux et non dangereux ; à poursuivre les opérations de mélange de déchets dangereux ; et portant renouvellement d'agrément pour l'exercice d'une activité de stockage, de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage sur le territoire de Soignolles-en-Brie ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2014/DRIEE/UT77/217 du 12 novembre 2014 :

- imposant la constitution de garanties financières à l'installation de Soignolles-en-Brie,
- modifiant la rubrique n° 2718-1 visée dans l'arrêté préfectoral n° 13 DCSE IC 035 du 29 mars 2013 en augmentant la capacité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation à 375 tonnes au lieu de 300 tonnes ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2015/DRIEE/UT77/164 du 09 novembre 2015 imposant des prescriptions complémentaires à la société BIG BENNES située ZA de Mont Saint-Sébastien à Soignolles-en-Brie (77111) pour son installation de stockage, de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage (VHU) ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2022/DRIEAT/UD77/058 du 28 juin 2022 imposant des prescriptions complémentaires à la société BIG BENNES pour les installations exploitées à Soignolles-en-Brie ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2023/DRIEAT/UD77/083 du 17 juillet 2023 imposant des prescriptions complémentaires à la société BIG BENNES pour les installations exploitées ZA de Mont Saint-Sébastien à Soignolles-en-Brie (77111) ;

VU l'arrêté préfectoral n° 24/BC/049 du 09 août 2024 donnant délégation de signature à Mme Emmanuelle GAY, ingénieure générale des ponts, des eaux et des forêts, directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

VU le courrier préfectoral du 03 décembre 2013 mettant à jour le classement du centre de tri, transit et regroupement de déchets de Soignolles-en-Brie vis-à-vis des rubriques 3510 et 3550 suite à la parution du décret n° 2013-375 du 02 mai 2013 modifiant la nomenclature des installations classées ;

VU le porter-à-connaissance transmis le 06 octobre 2023, complété le 08 août 2024, portant sur les modifications des conditions d'exploitation de l'installation exploitée par la société BIG BENNES sur la commune de Soignolles-en-Brie ;

VU le rapport et les propositions en date du 14 octobre 2024 de l'inspection des installations classées portés à la connaissance du demandeur ;

VU les observations présentées par l'exploitant sur ce projet en date du 30 octobre 2024 ;

CONSIDÉRANT que les modifications portées à la connaissance de l'inspection des installations classées concernent :

- l'ajout d'une plateforme n° 5 pour le transit et le traitement de matériaux inertes sur une superficie d'environ 10 418 m²,
- la modification du bassin de gestion des eaux pluviales, situé sur la plateforme n° 2, en le bétonnant et en augmentant le volume de stockage de 466 m³,
- l'imperméabilisation de la partie Est de la plateforme n° 3 sur une superficie d'environ 3 800 m²,
- la mise en place d'un deuxième pont-bascule sur la plateforme n° 1,
- la suppression de trois casiers de stockage de métaux ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions des articles L. 511-1 et L. 181-3 du Code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les modifications engendrées sur la gestion des eaux pluviales impactent positivement les rejets vers le milieu naturel par la bétonisation du bassin de stockage qui facilitera son curage et augmentera son volume de stockage ;

CONSIDÉRANT que le projet de réalisation de la nouvelle plateforme n'aura pas d'effet notable sur les activités agricoles du secteur ;

CONSIDÉRANT que les modifications n'ont pas d'impact sur les eaux souterraines compte tenu des éléments suivants :

- aucun apport en eau supplémentaire n'est nécessaire,
- aucun rejet d'effluent aqueux n'est engendré sur le site,
- des clapets anti-retour sont mis en place sur le réseau d'alimentation en eau du site,
- les deux forages du site sont protégés et font l'objet d'une maintenance régulière ;

CONSIDÉRANT l'absence d'impacts significatifs sur le sol et le paysage ;

CONSIDÉRANT l'absence d'impacts significatifs sur les émissions atmosphériques et le bruit ;

CONSIDÉRANT que les modifications envisagées ne sont pas susceptibles d'entraîner une augmentation de la capacité des installations existantes et d'augmentation du trafic routier ;

CONSIDÉRANT que les modifications des installations précitées ne sont pas considérées substantielles ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement, Monsieur le Préfet peut fixer des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R. 181-45 dudit code ;

SUR PROPOSITION du Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne,

ARRÊTE

Article premier :

La société BIG BENNES, dont le siège social est situé ZA de Mont Saint Sébastien à Soignolles-en-Brie (77111), est autorisée à exploiter les installations exploitées à la même adresse, sous réserve du respect des prescriptions des actes antérieurs susvisés, modifiés et complétés par celles du présent arrêté.

Article 2 : Frais

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 3 : Information dans l'établissement

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

Article 4 : Information des tiers

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimale d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est adressé au conseil municipal de Soignolles-en-Brie,

4° L'arrêté est publié sur le site Internet des services de l'État de la Préfecture de Seine-et-Marne (<http://www.seine-et-marne.gouv.fr/>), pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 5 : Sanctions

En cas de non-respect de l'une des prescriptions qui précèdent, il pourra être fait application des sanctions prévues par les dispositions prévues à l'article L. 171-8, Livre V, Titre I Chapitre IV du Code de l'environnement, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

Article 6 : Notification et exécution

- Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne,
- Monsieur le Maire de Soignolles-en-Brie,
- Madame la Directrice Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France,
- Madame la Cheffe de l'Unité Départementale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports à Savigny-le-Temple,

sont chargés chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Une copie sera notifiée au bénéficiaire sous pli recommandé avec avis de réception.

Melun, le 20 novembre 2024

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice empêchée,
La Cheffe de l'Unité Départementale
de Seine-et-Marne,



Agnès COURET

Destinataires d'une copie par mail :

- la Préfecture de Seine-et-Marne (DCSE),
- le Maire de Soignolles-en-Brie,
- le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS),
- la Directrice Départementale de l'Agence Régionale de Santé (ARS),
- le Directeur Départemental des Territoires (DDT).

Délais et voies de recours :

Sans préjudice de l'article L. 411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif (par courrier au Tribunal administratif de Melun – 43 rue du Général de Gaulle – 77 000 – MELUN ou au moyen de l'application <https://www.telerecours.fr>) :

– par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,
– par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article 4 du présent arrêté,

b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Seine-et-Marne prévue au 3° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

TITRE 1- PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 – NATURE DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.1.1 – LISTE DES PARCELLES CADASTRALES CONCERNÉES PAR LES INSTALLATIONS

Le deuxième alinéa de l'article 1.1 de l'arrêté préfectoral n° 13 DCSE IC 035 du 29 mars 2013 complété est remplacé par les dispositions suivantes :

« L'établissement de la société BIG BENNES est situé sur les parcelles cadastrales suivantes de la commune de Soignolles-en-Brie :

Lieu-dit	Section	Numéro	Surface de la parcelle (m²)	Surface de l'installation (m²)
Plate-forme n° 1				
Les Fonds de Prix	ZE	184	6000	6000
Les Fonds de Prix	ZE	185	2912	2912
Les Monts	AD	56	5	5
Les Monts	AD	62	2383	2383
Plate-forme n° 2 et n° 3				
Les Fonds de Prix	ZE	187	15571	15571
Les Monts	AD	70	8363	8363
Zone de dépollution des réceptiers sous pression et parking (plate-forme n° 4)				
Les Fonds de Prix	ZE	186	7455	7455
Zone de transit et de stockage de matériaux inertes (plateforme n°5)				
Les Monts	AD	71	38	38
Les Fonds de Prix	ZE	194	4024	4024
Les Fonds de Prix	ZE	196	6356	6356
Zone parc à bennes et bascules				
Les Fonds de Prix	ZE	183	832	832
Les Monts	AD	2	1370	1370
Les Monts	AD	41p	335	248
Les Monts	AD	54p	2464	1734
Les Monts	AD	55	381	381
Les Monts	AD	58p	552	336
Les Monts	AD	59	7790	7790
Les Monts	AD	61	4371	4371
Activités connexes de gestion du site				

Les Monts	AD	5	1875	1875
Les Monts	AD	52	3208	3208
La pièce du bois d'Arcy	AD	68p	7917	422
La pièce du bois d'Arcy	AD	78p	15512	58
TOTAL				75732

».

ARTICLE 1.1.2 – LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES OU PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE LOI SUR L'EAU

Les dispositions de l'article 1.2 de l'arrêté préfectoral n° 13 DCSE IC 035 du 29 mars 2013 complété sont remplacées par les dispositions suivantes :

«

1.2. – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées ou par une rubrique de la nomenclature loi sur l'eau

1.2.1. – *Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées*

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation ou de l'activité	Régime*
Activité de transit, de regroupement et de tri de déchets dangereux quantité maximale de déchets reçue : 7 500 tonnes			
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719, 2792 et 2793. 1. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélange dangereux, mentionnés à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges.	La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente : 375 tonnes	A
Activité de transit, de regroupement et de tri de métaux ferreux et non ferreux quantité maximale de métaux reçue (dont 4000 VHU) : 64 000 tonnes			
2713-1	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de	La surface utilisée est de 10 250 m ²	E

	<p>métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719.</p> <p>La surface étant : 1. Supérieure à 1000 m²</p>		
<p>Activité de transit, de regroupement et de tri de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) quantité maximale de DEEE reçue : 15 000 tonnes</p>			
2711-1	<p>Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées par la rubrique 2719</p> <p>Le volume susceptible d'être entreposé étant : 1. Supérieur ou égal à 1000 m³</p>	<p>Volume susceptible d'être entreposé dans l'installation : 1 100 m³</p>	E
<p>Activité de transit, de regroupement et de tri de déchets non dangereux quantité maximale de déchets reçue : 150 000 tonnes</p>			
2714-1	<p>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719.</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m³ ;</p>	<p>Volume susceptible d'être présent : 3950 m³ à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> • papiers et cartons : 1040 m³ • plastiques : 720 m³ • pneumatiques : 270 m³ • bois : 1620 m³ • 10 bennes de 30 m³ en attente de tri 	E
2716-1	<p>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnés à la rubrique 2.1.3.0. de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m³ ;</p>	<p>Volume susceptible d'être présent : 1370 m³ à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> • déchets ultimes: 700 m³ • plâtres : 400 m³ • déchets verts : 270 m³ 	E
2517-2	<p>Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques</p> <p>La superficie de l'aire de transit étant : 2. Supérieure à 5 000 m², mais inférieure ou égale à 10 000 m²</p>	<p>Superficie de l'aire : 9 000 m²</p>	D
2715	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710 ;</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : supérieur ou égal à 250 m³.</p>	<p>Volume de verre susceptible d'être présent dans l'installation : 300 m³</p>	D
<p>Activité de traitement de déchets</p>			
2790	Installations de traitement de déchets dangereux, à l'exclusion	Traitement annuel de 4 550 tonnes	A

	des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793 et 2795 Traitement de déchets dangereux	de déchets dangereux (emballages souillés comprenant des traces de substances dangereuses de préparations dangereuses) par cisailage	
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 et 2971. La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j ;	Un broyeur d'une capacité de 20 t/h (pour le bois et le plastique) Une presse cisaille et une cisaille de capacité 80t/h (pour les métaux)	A
2515-1-a	Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant : a) Supérieure à 200 kW	La puissance totale est de 405 kW	E
2712-1-b	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant : supérieure ou égale à 100 m²	Nombre maximal de VHU pouvant être traités : 4 000 VHU/an La surface utilisée est de 600 m ²	E
2712-3	3. Dans le cas des déchets issus de bateaux de plaisance ou de sport tels que définis à l'article R.543-297 du Code de l'environnement a) Pour l'entreposage, la surface de l'installation étant : supérieure à 150 m² b) Pour la dépollution, le démontage ou le découpage	La surface utilisée est de 600 m ² (même surface de traitement que celle utilisée pour les VHU)	E
2794-1	La puissance maximale Installation de broyage de déchets végétaux non dangereux La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 30 t/j	Broyage de déchets verts La capacité de traitement est de 140 t/j.	E
Autres activités concourant au fonctionnement général de l'établissement			
1414-3	Installations de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés 3. Installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes)	Remplissage des réservoirs des chariots Remplissage du réservoir au chalumeau	DC
1435-2	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules.	Volume annuel équivalent distribué : 800 m ³	DC

	<p>Le volume annuel de carburant liquide distribué étant : 2. Supérieur à 100 m³ d'essence ou 500 m³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m³</p>		
4310-2	<p>Gaz inflammables catégories 1 et 2.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées) étant : 2. Supérieure ou égale à 1 t et inférieure à 10 t</p>	<p>Quantité susceptible d'être présente : 7,93 tonnes (butane, propane et GPL) :</p> <p>- 7,28 tonnes de bouteilles vides à traiter, - 0,65 tonnes de bouteilles de gaz (utilisation sur le site)</p>	DC
4734-2-c	<p>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines, étant : 2. Pour les autres stockages : c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total</p>	<p>Quantité maximale de gazole susceptible d'être présente : 55,6 tonnes</p>	DC
Rubriques IED			
3510	<p>Élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour, supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - traitement biologique - traitement physico-chimique - mélange avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520 - reconditionnement avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520 - récupération/ régénération des solvants - recyclage/ récupération de matières inorganiques autres que des métaux ou des composés métalliques - régénération d'acides ou de bases - valorisation des composés utilisés pour la réduction de la pollution - valorisation des constituants des catalyseurs - régénération et autres réutilisations des huiles - lagunage 	<p>Traitement de :</p> <p>1) déchets dangereux : quantité maximale traitée de 4550 tonnes par an</p> <p>2) DEEE : quantité maximale de 15 000 tonnes par an</p> <p>3) VHU (pour l'activité de dépollution) : quantité maximale annuelle de 4000 VHU (soit environ 16 tonnes par jour)</p>	A
3550	<p>Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte.</p>	<p>Transit, regroupement et tri :</p> <p>1) 4 000 VHU/an en attente de dépollution,</p> <p>2) DEE : volume susceptible d'être entreposé dans l'installation de 1 100 m³</p> <p>3) Déchets dangereux : quantité maximale instantanée de stockage de 300 tonnes</p>	A

* A : autorisation ; E : enregistrement ; D : déclaration ; DC : déclaration soumis au contrôle périodique prévu par l'article L. 512-11 du Code de l'environnement.

En application de l'article R. 515-84 du Code de l'environnement, la rubrique principale est la rubrique 3550 et le document BREF associé le BREF Traitement de déchet (arrêté de décembre 2019).

1.2.2. – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature loi sur l'eau

Rubrique	Régime*	Définition de la rubrique	Installations concernées
2.1.5.0	A	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	La surface du site est de 10 ha interceptant un bassin versant de 50 ha.
1.1.1.0	D	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	2 forages prélevant au maximum 1500 m ³ /an avec un débit de 1 m ³ /h

* A : autorisation ; D : déclaration

».

CHAPITRE 1.2 – CONFORMITÉ AUX PLANS ET DONNÉES TECHNIQUES

Le premier alinéa de l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral n° 13 DCSE IC 035 du 29 mars 2013 complété est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les installations et leurs annexes sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenues dans le dossier de demande d'autorisation déposé le 25 mai 2012 et modifié par le porter-à-connaissance déposé le 06 octobre 2023, complété le 08 août 2024. En tout état de cause, elles respectent les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 13 DCSE IC 035 du 29 mars 2013 complété et les réglementations en vigueur ».

CHAPITRE 1.3 – RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS

Les dispositions du présent arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le Code minier, le Code civil, le Code de l'urbanisme, le Code du travail et le Code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression ;
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planifications approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

TITRE 2 – PRÉVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX

ARTICLE 2.1 – AUTRES EAUX PLUVIALES DE L'ÉTABLISSEMENT

Les dispositions de l'article 4.6.4.1 de l'arrêté préfectoral n° 13 DCSE IC 035 du 29 mars 2013 complété sont remplacées par les dispositions suivantes :

«

4.6.4.1. – Traitement des effluents

Les eaux pluviales de la plate-forme n° 1 sont collectées et dirigées vers le réseau d'eaux pluviales communal dont l'exutoire final est l'Yerres via un débourbeur-déshuileur placé en amont d'une vanne d'isolement.

Les eaux pluviales des plates-formes 2, 3 et 4 sont collectées et dirigées par le réseau d'eaux pluviales du site vers un bassin bétonné et étanche d'un volume d'au moins 1 461 m³ situé sur la plateforme n°2. Ces eaux pluviales transitent par une installation de traitement des eaux avant rejet dans le réseau d'eaux pluviales communal dont l'exutoire final est l'Yerres.

Une vanne d'isolement est placée en aval de la plate-forme n° 4.

Les eaux pluviales de la plateforme n° 5 sont gérées par infiltration. En cas de pluie importante, les eaux s'écoulent vers un fossé drainant d'un volume de 100 m³ situé au Nord de la plateforme n° 5. Les eaux collectées sont stockées et rejetées à un débit limité de 1 l/s dans le drain principal.

Un obturateur situé au niveau du trop plein, permet de retenir les eaux en cas de pollution ou d'incendie sur la plateforme n° 5.

Les dispositifs d'obturation respectent les dispositions de l'article 4.5.2.

Le débit de rejet dans le réseau d'eaux pluviales communal est limité à 1 l/s/ha.

Tout rejet d'effluent dans le réseau eaux pluviales communal se fait en accord avec la collectivité à laquelle appartient le réseau, conformément à une autorisation de raccordement au réseau public.

Les débourbeurs-déshuileurs sont conçus, dimensionnés, entretenus, exploités et surveillés de manière à respecter les seuils fixés à l'article 4.6.4.3 et à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...).

L'exploitant établit un programme d'entretien du bassin et des débourbeurs-déshuileurs. Ce programme est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les déchets qui sont collectés dans les débourbeurs-déshuileurs et dans la station de traitement des eaux doivent être éliminés dans une installation autorisée à cet effet, conformément aux dispositions de l'article 8.

».

